

« On en a marre d'être éduqué on veut s'élever »

Plainte

Après le drame des balles, les habitants et l'association Made pointent les incuries de la politique de la Ville.

Un fossé se creuse entre l'institution et le terrain, où les locataires se sentent « dépossédés de leur dignité, de leur parole et de leur citoyenneté ».

BASSENS

« Je suis en colère contre le préfet et nous allons porter plainte. Je sais qu'après la lecture de cette lettre, Made sera rayé des listes. » Dans son local d'à peine 15m² où elle reçoit tous ceux qui poussent la porte, et ils sont nombreux, Shéhérazade Ben Messaoud, qui tient Made à bout de bras depuis sa création en 1998, tend deux pages à destination de la préfecture des Bouches-du-Rhône. La fondatrice de Made n'a pas pour habitude de mâcher ses mots et elle est déterminée : « On en a marre d'être éduqués, marre de l'occupational, marre du mépris qu'on nous affiche en nous opposant qu'on n'a pas les compétences, marre qu'on fasse pour nous sans nous... même après la fusillade, il y a eu une réunion où les trois associations de Bassens n'ont pas été invitées ! On veut s'élever, avoir accès aux droits, à la culture. »

Fermée en 1998, l'école est restée un champ de ruines, l'aire de jeux d'enfants n'est plus capable d'accueillir un petit, aucun terrain de sport à proximité, la réhabilitation des années 80 montre des signes de fatigue et à la plaque hommage au 13^e enfant de la cité, écrasé par « le train des poubelles » avant que les pouvoirs publics se décident à isoler les voies ferrées de la cité par un mur, s'ajoute un hommage au combat des anciens pour la dignité. « Même cette plaque, on nous l'a reprochée, trop de rancœur, trop saignante, a estimé le délégué du préfet. » Si Bassens saigne, ce n'est pas au figuré.

« Le social c'est une mine d'or pour les institutions »

Tout en ordonnant sur la table



Devant « l'entre-deux », passage de Bassens 1 à Bassens 2, où le projet « Central Park » ne verra pas le jour, les locataires et la présidente de l'association Made dénoncent « un mépris institutionnel » de leurs actions. PHOTOMG.

bilans des actions également, elle liste « "Le voyage marseillais", un travail sur les 5 arts, on nous a dit non. "La France en question sous toutes ses couleurs", un projet monté après une rencontre avec Stéphane Hessel, c'est non. "Nos seniors sont des stars", une fresque en forme de puzzle sur l'inter-génération, idem. Et le dernier, "Auto-école", pour lever les freins à la mobilité dans ce quartier, n'a pas trouvé plus d'écoute. » Pas plus de chance pour « Central Park », qui propose un aménagement de « l'entre-deux », un bout de friche avec un tunnel sous la route qui relie les deux parties de Bassens. De même si le livre Bassens, une cité particulière a

Titulaire d'un diplôme d'aide-soignante, d'un brevet d'aptitude à la direction, d'une qualification FLE, Schéhérazade déplore : « On va encore perdre un poste d'adulte-relais. C'est pas de charité qu'on a besoin, c'est qu'on nous fasse confiance. Parce que la politique de la Ville ça ne sert finalement qu'à créer des postes pas à financer des actions. Le social, c'est une mine d'or pour les institutions. » Bien entendu le travail de l'Addap 13 est indéniable mais « nous sommes là en relais, pour préparer l'avenir », complète Schéhérazade. Seules deux personnes de cette cité, implantée au milieu de la zone d'activité des Arnavaux et où le chômage

blème, c'est que nos discours ne suffisent pas et on n'a rien à leur proposer concrètement à ces jeunes. »

Un jeune homme pousse la porte pour photocopier des papiers afin de compléter une demande de formation. Il semble ici chez lui. Comme Nadia, la quarantaine, qui vient s'enquérir du projet « Auto-école », dont elle a bénéficié, avec 39 autres femmes, en primeur : « J'ai d'abord assisté aux cours d'alphabétisation et ça m'a donné le déclic. Pour être encore plus émancipée socialement, j'ai voulu passer mon permis mais sans les cours à un euro, c'était impossible. » Elle repart en lâchant dans un sourire, « j'ai réussi le code. »

« Je n'ai pas encore eu de retour de la demande de financement p